

Répression et révolution

Lors de la Conférence tricontinentale de La Havane en janvier 1966, les représentants d'organisations latino-américaines à cette conférence avaient donné leur accord à une orientation pour l'Amérique latine correspondant à celle de la Deuxième Déclaration de La Havane, du 4 février 1962, c'est-à-dire une orientation de lutte révolutionnaire pour le pouvoir, pour un pouvoir qui ne se limiterait pas à un régime de démocratie bourgeoise, pour un pouvoir des ouvriers et des paysans qui viserait à édifier une société socialiste.

Parmi les délégués latino-américains à la Conférence tricontinentale se trouvaient les représentants des partis communistes officiels. Nous avons dès lors exprimé nos doutes quant aux désirs et aux possibilités des directions de ces partis, engagés pour la plupart depuis des années dans des orientations opportunistes, de se transformer pour tenir les engagements révolutionnaires pris à La Havane dans le début de l'année 1966. Ces partis avaient fait leurs depuis si longtemps les bavardages staliniens, khrouchtcheviens, etc., sur les voies pacifiques et parlementaires, sur les régimes démocratiques à établir, ils avaient condamné pendant si longtemps tout ce qui se rapprochait tant soit peu d'une conception de révolution permanente, qu'il était difficile de penser à une rénovation de ces formations, à moins de croire qu'il se produit des miracles dans le domaine de la politique révolutionnaire.

Aussitôt après la Tricontinentale, l'orientation révolutionnaire pour l'Amérique latine fut désavouée au sein du Parlement chilien par les élus du P.C. chilien. A peu près à la même époque, Prestes, au nom du P.C. brésilien, réaffirmait une orientation opportuniste, contrastant d'ailleurs avec des déclarations conformes à l'orientation de La Havane du leader des ligues paysannes, Juliao, qui n'était pas membre du P.C.

Plus d'un an s'est écoulé depuis la Tricontinentale, et la situation s'est largement clarifiée. Il en a été ainsi plus particulièrement en ce qui concerne le P.C. vénézuélien. La raison en était très simple. Il y avait des guérillas au Venezuela, et au sein de la direction du P.C. vénézuélien faisait rage une lutte de tendances, pour le soutien des guérillas ou pour la liquidation de celles-ci. Ceux qui sont pour la liquidation proposaient de mettre les guérillas en veilleuse pour une période, comme s'il était possible de maintenir de telles formations à la manière d'une armée traditionnelle, sans livrer de combat. Une telle proposition était d'autant plus criminelle que, de l'avis des connaisseurs des problèmes de guérillas — et les Cubains sont orfèvres en la matière — la période la plus délicate pour celles-ci, c'est le démarrage, la création. Une fois qu'elles sont créées, elles peuvent connaître des hauts et des bas, mais le combat pour ainsi dire les nourrit. Dans le cas des guérillas du Venezuela, les difficultés — et même les erreurs — avaient été nombreuses ; mais, après de sérieuses discussions, elles avaient redressé leur situation.

La direction du P.C. vénézuélien, pour régler le différend, a exclu du parti, pour « activités divisionnistes » Douglas Bravo, Georgio Lunar Marquez, Freddy Carqués, et d'autres dirigeants et cadres des guérillas.

Dans un discours prononcé le 13 mars à l'Université de La Havane, à l'occasion du dixième anniversaire de l'attaque contre le palais présidentiel dans la lutte contre la dictature Batista, Fidel Castro a apporté de nombreux détails sur la lutte intérieure qui se produisait dans le P.C. vénézuélien. Il a assuré les guérillas de la solidarité totale des révolutionnaires cubains et a dénoncé dans ce discours les méthodes employées contre les guérillas par ceux qui osent se revendiquer du marxisme-léninisme. Ce discours, qui contenait, en outre, des allusions critiques à la politique du gouvernement soviétique en Amérique latine, était en fait une déclaration publique de rupture avec ceux qui ne tenaient pas les engagements pris à La Havane. La direction du P.C. vénézuélien, se gardant de répondre sur les problèmes politiques soulevés par Fidel Castro, fit une déclaration contenant des attaques personnelles contre celui-

ci (son action est « ignoble », « perfide », il se prend pour le « Grand lama révolutionnaire », pour le « pape révolutionnaire... »).

Dans les P.C. d'Amérique latine se produisent à présent des différenciations politiques entre ceux qui sont pour les voies pacifiques et parlementaires, et ceux qui comprennent qu'il n'y a d'issue que dans un combat révolutionnaire armé. Dans le P.C. brésilien, contre la ligne de Prestes se manifestent de grandes oppositions. A la veille du congrès du parti, Carlos Marighella, ancien député, a démissionné du C.C. pour pouvoir mener la lutte contre une orientation qui recherche « une impossible solution pacifique, une illusoire redémocratisation ». Au Guatemala, une partie de la direction du P.C. de ce pays s'est prononcée fortement en faveur du discours de Castro contre le P.C. vénézuélien.

D'une façon générale, le soutien à Castro provient essentiellement de pays où il existe des groupements de guérillas. Une seule exception, un peu surprenante, est celle du P.C. uruguayen qui a approuvé Fidel Castro et qui, jusqu'alors, se caractérisait par une ligne très droitière.

Dans cette lutte politique intense, il faut évidemment placer le récent message de « Che » Guevara qui, tout en donnant un aperçu de la situation mondiale et des appréciations qui mériteraient une étude distincte, met l'accent sur le rôle essentiel que doit jouer l'Amérique latine dans la lutte mondiale contre l'impérialisme américain. Pour lui, c'est le continent où se créera un deuxième ou un troisième Vietnam, peut-être un deuxième et un troisième Vietnam. C'est une perspective réaliste.

Ainsi, dans le développement des contradictions propres à l'Amérique latine, et sous le stimulant de la lutte héroïque du peuple vietnamien, s'opèrent, au sein des organisations, des clivages et des regroupements politiques. C'est un processus inévitablement compliqué et pénible, mais il n'est pas d'autre voie pour la création de directions révolutionnaires. Et ce processus ne manquera pas de trouver des prolongements dans le reste du monde.

Pierre FRANK.

Une polémique de nos camarades péruviens sur la stratégie de la lutte de guérillas

La déclaration suivante est extraite du numéro de la première quinzaine de mars de REVOLUCION PERUANA, l'organe du F.I.R. (section péruvienne de la IV^e Internationale), dont Hugo Blanco est le président. Elle a trait à la polémique qui est menée dans les rangs du mouvement révolutionnaire d'Amérique latine. On sait que certaines tendances ont prôné, sous le nom de « foquisme », une application mécanique des expériences cubaines (le « foco » étant le foyer, le noyau guerillero, dont l'action est considérée comme décisive à tous égards). Ces tendances, comme le M.I.R. au Pérou, ont négligé gravement le problème fondamental de la liaison avec les masses. La déclaration du F.I.R. que nous reproduisons ci-après concerne cette question.

DECLARATION

1. Le numéro 47 de VOZ REBELDE (la Voix rebelle), organe clandestin du Mouvement de la gauche révolutionnaire (M.I.R.), contient un article intitulé : DEUX METHODES OU AUCUNE ?, qui critique la brochure de Nahuel Moreno (1) DEUX METHODES FACE A LA REVOLUTION LATINO-AMERICAINE.

2. Il nous paraît urgent et nécessaire de mener une polémique sérieuse sur la lutte armée et la guerre de guérilla, particulièrement en fonction de la pénible expérience de notre pays. Et nous la croyons obligatoire en ce qui concerne le M.I.R., organisation qui a mis en pratique ses positions guerilléristes.

(1) N. Moreno est le dirigeant principal de notre organisation-sœur argentine.

HUGO GONZALES MOSCOSO dirigeant trotskyste bolivien en péril de mort

Le Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale signale que le gouvernement bolivien, en même temps qu'il s'acharne contre les guérillas qui se sont dressées contre lui, s'efforce de décapiter le mouvement ouvrier. Dans un communiqué du 20 mars dernier, nous avons fait connaître la vague d'arrestations qui a sévi contre les cadres dirigeants du P.O.R. (Parti ouvrier révolutionnaire, trotskyste), du P.R.I.N. (Parti révolutionnaire nationaliste de gauche), du P.C. pro-chinois, et du M.N.R. (Mouvement national révolutionnaire, parti de l'ex-président Paz Estenssoro).

Nous venons d'apprendre l'arrestation par la « Direction des Investigations criminelles » dans la nuit du 13 au 14 avril, à Santa Cruz, de Hugo Gonzales Moscoso, secrétaire général du P.O.R.. Le préfet du département, le colonel Felix Moreno Ortiz, a déclaré que la « preuve » des rapports de Hugo Moscoso avec les guerilleros est constituée par le fait qu'il se trouvait dans

la ville de Santa Cruz. Or, depuis près d'un an, Hugo Moscoso avait, pour des raisons de santé, été obligé de quitter La Paz pour vivre à Santa Cruz. Dangereusement malade, il ne pouvait supporter le climat des hautes altitudes du reste de la Bolivie. Depuis son arrestation, on est sans nouvelles de lui. La déportation dans une autre région de la Bolivie serait équivalente à un assassinat.

Le Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale fait appel à l'opinion publique internationale, et plus particulièrement à toutes les organisations ouvrières et anti-impérialistes, pour qu'elles élèvent leur protestation contre les arrestations et la vague de répression et de terreur déclenchée par la clique de généraux actuellement au pouvoir en Bolivie, aussi bien contre les guerilleros que contre les cadres dirigeants des organisations ouvrières et révolutionnaires.

26 avril, 1967.

Tentative d'assassinat contre Hugo Blanco

(suite de la page 1)

l'éminent mathématicien, dirigeant du Comité national Vietnam, A.-P. Lentin, M^r Yves Jouffé, J.-P. Sartre, Vandenberg, de l'U.N.E.F. et l'écrivain péruvien Luis Vargas Llosa qui parlèrent sous la présidence de Daniel Mayer, représentant la Ligue des droits de l'Homme. Meeting vibrant auquel assistaient Simone de Beauvoir, un représentant du comité confédéral de la C.G.T. et des responsables syndicalistes de la F.E.N. et de F.O. (1) qui manifesta avec chaleur sa volonté de donner toute la suite qui serait nécessaire à l'action pour protéger la vie de Hugo Blanco et de ses compagnons.

On lira, par ailleurs, quelques-unes des protestations qui montent du monde pour

sauver Blanco et arrêter la répression au Pérou. Cette mobilisation peut cependant s'élargir encore, et sans doute doit-elle embrasser les autres secteurs latino-américains d'où monte un appel à l'aide, en premier lieu, la Bolivie. M. L.

(1) Notons toutefois que Bergeron, de F.O., avait motivé son refus de paraître à ce meeting par le fait que sa confédération étant membre de la C.I.S.L. ne pouvait avoir une autre orientation internationale. Ceci venant après les « révélations » sur le financement de la dite C.I.S.L. par la C.I.A. ajoute un nouveau trait, et des plus significatifs au visage politique de M. Bergeron.

3. Spécialement à cause du caractère tragique de l'expérience, nous avons l'obligation, en hommage aux camarades tués au combat, d'être sérieux et prudents, afin de contribuer à l'éclaircissement de la vérité sans tomber dans les attaques personnelles ou sans citer les ouvrages de façon tendancieuse ou déformée. Un exemple suffit : on lit à la page 35 de VOZ REBELDE : « Notre méthode — avoue franchement l'auteur de DEUX METHODES — est de ne pas avoir de méthode. » Mais quelle est la citation correcte ? A la page 54 de la brochure de Moreno nous lisons : « Ceci signifie que notre méthode est de ne pas avoir de méthode figée, inamovible pour tous les pays, mais au contraire, une série de principes généraux à appliquer à chaque pays. »

4. Nous considérons que la brochure de Nahuel Moreno est pour l'essentiel correcte. Et qu'elle a été confirmée non seulement par les expériences latino-américaines antérieures, mais aussi par celles postérieures à sa publication : le Paraguay et l'Argentine en 1959, le Pérou en 1965 en passant par le Venezuela, l'Equateur, la Colombie, Haïti, le Nicaragua, etc. La critique de Moreno vis-à-vis de la position guerillériste qui néglige toute autre forme de lutte, contrairement à toute la riche expérience des travailleurs et des révolutionnaires du monde entier, continue à être nécessaire. Dans le même article de VOZ REBELDE, nous lisons la phrase suivante : « Il est clair que la lutte de guérillas n'est pas facile, mais elle est la seule possibilité de triomphe ». Une telle attitude mécaniste à caractère dogmatique ne peut qu'amener des défaites continuelles. Le F.I.R. a continué avant, pendant et depuis les guérillas à mener cette polémique en attirant l'atten-

tion sur les conséquences de cette appréciation incorrecte de la lutte armée en notre pays. Il considère qu'il faut la continuer au niveau et avec tout le sérieux nécessaire.

5. L'article de VOZ REBELDE se conclut par une note qui attaque personnellement Moreno : « Autorité morale sérieusement en question », « action néfaste probablement provocatrice et incohérente », « les antécédents sur son activité en Argentine ne permettent pas de lui reconnaître une autorité morale comme révolutionnaire », etc. Le F.I.R. tient à dire : le camarade Nahuel Moreno est un révolutionnaire qui, avec plus de vingt-cinq années de militantisme dans son pays et en Amérique latine, est un dirigeant du Parti révolutionnaire des Travailleurs (PRT), l'organisation politique la plus importante de la gauche argentine. On ne peut avoir aucun doute sur les mobiles de ses actes et de ses pensées : contribuer au triomphe de la révolution en Amérique latine.

6. En fonction de ce qui précède, nous faisons appel aux camarades du M.I.R. pour contribuer à clarifier la problématique de la révolution péruvienne, sans tomber dans les attaques personnelles ni le terrorisme idéologique, propres aux méthodes staliniennes condamnées par l'histoire et par les masses exploitées du monde.

LE COMITE EXECUTIF DU F.I.R.

Lima (Pérou), mars 1967.

Tu ne trouves nulle part ailleurs ce que tu lis dans ce journal !

ALORS : ABONNE-TOI !